

6 Société et Culture

Éducation/ Dans la foulée du paiement des primes dues aux enseignants
Reprise progressive des cours

Des élèves du collège Bessieux s'apprêtant à intégrer leurs classes.



Une journée normale au lycée d'Oloumi.

R.H.A

Libreville/Gabon

LA reprise des cours dans les établissements secondaires publics de la capitale est quasi-effective. C'est du moins le constat fait hier par nos reporters dans certains lycées et collèges de Libreville. Depuis lundi dernier, en effet, élèves, enseignants et personnels administratifs renouent progressivement avec le chemin de l'école, suite au paiement des primes tant revendiquées par les enseignants, dont une partie était entrée en grève depuis la rentrée des classes. L'objectif du milieu de l'éducation aujourd'hui: boucler le deuxième trimestre et essayer de rattraper le temps perdu. Au lycée Paul Émane

Éyeghe d'Oloumi par exemple, c'était le retour au train-train habituel. A notre passage sur les lieux, des élèves se rendaient dans leurs classes respectives, tandis qu'une autre catégorie était agglutinée au portail pour diverses raisons (uniformes non conformes, port de bijoux fantaisistes, etc) liées au règlement intérieur de l'établissement.

Contrairement à plusieurs autres, cet établissement, d'après le censeur de la Vie scolaire, Idriss Armel Tsielo Ignoumba, n'a pas connu de véritables perturbations. D'après ses explications, les enseignants ont suspendu les cours unanimement durant la période de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2017) pour des raisons de sécurité.

Après cette CAN, les activités auraient normalement

repris. Il ajoute que les cours ont également été suspendus pendant une semaine lors de l'annonce de la suspension de salaires de 807 enseignants. « Les enseignants de ce lycée ont suspendu les cours durant une semaine, pour marquer leur solidarité à l'endroit de leurs collègues. Mais dans l'ensemble, nous n'avons pas eu de véritables perturbations par rapport au mouvement général de grève illimitée », assure notre interlocuteur.

"NOUS AVONS TRAVAILLÉ"* Dans l'enseignement privé catholique, la tendance était la même. Au collège Bessieux, la décision inhérente à la reprise des cours de lundi a été prise à l'issue d'une assemblée générale à laquelle prenaient part l'ensemble des enseignants du bassin catholique, réunis au sein du collectif des ensei-

gnants publics mis à la disposition de l'enseignement privé catholique. Ces derniers, après avoir observé un mouvement d'humeur de près d'un mois, c'est-à-dire du 06 au 31 mars 2017, ont apprécié l'avancée des négociations : « On a décidé de reprendre parce que le dernier communiqué du Conseil des ministres stipulait que le gouvernement devait mettre en place un plan d'urgence pour l'éducation à court, moyen et long termes. Là, le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) et des vacances est effectif. Nous avons donc montré notre bonne foi en reprenant le chemin des cours », précise le représentant syndical de l'Enseignement catholique, Dominique Bengone, par ailleurs enseignant à Bessieux.

Allant dans le même sens, le principal dudit établisse-

ment, Joseph Massala, confirme cette reprise de cours, en indiquant que durant cette période, les enseignants vacataires expatriés et les contractuels étaient bien à leurs postes. « Nous avons travaillé partiellement avec une bonne brochette d'enseignants qui venaient donner cours. On avait déjà évacué deux séries de devoirs avant cette période de trouble. Là, nous sommes en train de rattraper certains cours », précise le principal. Idem au lycée de Sainte-Marie. Après un mouvement d'humeur mené par les enseignants, suivis par les élèves, l'heure est ici aux dernières évaluations. Fait inédit, les classes de terminales ont, de façon unilatérale, décidé de suspendre les cours, en guise de soutien à leurs enseignants et aux autres élèves frappés par la grève, ex-

plique le censeur, la Mère Rose Marie. « C'est la première fois qu'on voit un tel comportement dans notre établissement. Ils ont d'ailleurs adressé une correspondance au responsable de notre établissement, qu'ils ont glissée sous la porte du directeur. Le lendemain, le directeur les a attendus pour essayer d'en discuter avec eux, ils ne sont pas venus », dit-elle.

Des propos d'ailleurs soutenus par des élèves de terminales rencontrés sur place.

Pour le reste, certains apprenants rencontrés aux abords de leurs établissements, notamment ceux des lycées Paul Indjendjet Gondjout et Bâ Oumar confirmaient la présence de certains de leurs enseignants dans les classes, même si d'autres disent ne pas avoir tous leurs cours depuis cette reprise.

Front social/Mouvement d'humeur des agents du ministère des Affaires étrangères
Une amplification de la grève aux motifs erronés ?

F.B.E.M

Libreville/Gabon

LES agents du ministère des Affaires étrangères sont (de nouveau) en colère. Réunis au sein du Syndicat des agents des Affaires étrangères (SAAE), ils ont entamé un mouvement de grève depuis le 14 février dernier, après l'avoir suspendu onze mois plus tôt.

Motif de la grogne, plusieurs revendications à court, moyen et long termes. Ils réclament le retour et le paiement de leur Prime de servitude diplomatique (PSD), remplacée par la Prime d'incitation à la performance (PIP). Elle serait impayée depuis le retrait de la PIP par les pouvoirs publics, il y a plus d'un an.

Si cette grève se passait calmement depuis le 14 fé-



Les travailleurs réclament principalement leur Prime de servitude diplomatique (PSD).

vrier, elle a soudainement pris de l'ampleur lundi passé. Le bureau de la SAAE l'explique par le fait qu'il a appris ce jour-là, que « les agents des autres ministères qui étaient dans (leur) situation, notamment ceux du ministère de l'Économie forestière, ont obtenu le paiement de la prime qui leur était spécifique vendredi dernier. C'est de là que vient notre ras-le-

bol. » Et un autre de préciser : « On hausse le ton pour mettre la pression sur notre ministre, pour qu'il joue aussi des coudes, pour nous obtenir notre prime. Nous le savons capable de le faire. » Problème : après vérification, cette raison avancée par les grévistes pour justifier l'amplification de leur mouvement, s'avère fautive. Au ministère de



Depuis lundi dernier, le mouvement d'humeur des agents des Affaires étrangères a pris de l'ampleur.

l'Économie forestière, les agents interrogés, à l'instar du secrétaire général dudit ministère, Athanase Nthanga Oyogou, nient avoir perçu une quelconque prime spécifique vendredi dernier. "Il n'en est rien !", a tranché le "SG", qui préfère croire que les grévistes, qui les prennent en exemple, se trompent de ministère.

Quoi qu'il en soit, aux Af-

fares étrangères, l'amplification de la grève n'est pas restée sans conséquences. Elle occasionne, outre la quasi-fermeture du portail principal, un boucan d'enfer, audible à l'approche de cette administration, sise au boulevard Triomphal Omar Bongo, à Libreville. Un bruit qui suffit à repousser les usagers, et à doucher leur espoir d'être servis.

Les agents en grève insistent tout de même sur le fait que le ministre de tutelle, Pacôme Moubelet Boubeya, a, "depuis le peu de temps qu'il est là", considérablement fait avancer des points de leur cahier des revendications. De même que plusieurs autres sont en "bonne voie" d'être résolus.

Parmi ces acquis, le retour des ascenseurs dans le ministère et des bus de transport du personnel, l'établissement à nouveau des cartes professionnelles, dont les agents étaient privés depuis douze ans. Ou enfin, le retour de la célébration du 1er-Mai et de l'arbre de Noël.

Mais rien de tout cela ne semble valoir leur chère PSD, qu'ils réclament à cor et à cri, et pour laquelle ils ont amplifié leur grève. Quoique à partir d'un postulat visiblement erroné.